Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
SDIS LOT
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

# DÉLIBÉRATION N°3
# CASDIS DU 19 DECEMBRE 2025

**Numéro enregistrement Préfecture : DC-20251219-3**

# DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE (DOB) – ANNEE 2026

Sur convocation du 10 décembre 2025 de son président, Monsieur Pascal LEWICKI, le Conseil d'Administration du S.D.I.S. du Lot s'est réuni le vendredi 19 décembre 2025 à 14h30.

**Etaient Présents**

**Avec voix délibérative :**
Monsieur Pascal LEWICKI, Madame Véronique CHASSAIN, Monsieur Fausto ARAQUE, Madame Dominique BIZAT (en visioconférence), Madame Anne LAPORTERIE, Madame Catherine MARLAS, Monsieur Alfred TERLIZZI, Madame Mireille FIGEAC (en visioconférence), Monsieur Claude VIGIE, Monsieur Jean Claude SAUVIER

**Avec voix consultative :**
Colonel hors-classe Jean-François GALTIE, Sergent-chef Anais AHFIR (en visioconférence), Colonel Patrick MAGRY, Médecin Colonel hors classe Marie Pierre TAILLADE, Caporal Marion SANZ, Commandant Clément RENAUD, Pharmacien Capitaine Ilias EL BILOUZI, Madame Camille FLAMBART

**Assistaient également** :
Madame la Préfète du Lot Claire RAULIN, Lieutenant-colonel Jérôme FERRAGE, Madame Laurence MAGINOT, Lieutenant-colonel Olivier LABADIE, Madame Marie Ange MAGRE, Monsieur Denis CHOPIN, Madame MACHADO ALVES Christine, Madame Elodie JEURISSEN,

**Etaient absents / excusés :**
Madame Marie José SOURSOU, Monsieur Vincent BOUILLAGUET, Monsieur DUHAMEL Mathieu, Monsieur Jean Marie COURTIN, Madame Caroline MEY FAU, Adjudant-chef Stéphane BERGOUGNOUX, Monsieur Jean Luc MARX, Monsieur Régis VILLEPONTOUX, Monsieur Pierre MOLES, Sergent-chef Vincent PIGOT, Lieutenant-colonel Virgile MOREAU, Monsieur Christian PONS, Madame Véronique ARNAUDET, Monsieur Frédéric DECREMPS, Monsieur Loïc LAVERGNE AZARD, Monsieur Daniel JARRY Madame Françoise LAPERGUE, Madame VACOSSIN Amélie, Madame Edith LAGARDE,

---

**Vu** les articles L.1424-1, L 1424-27 alinéa 4, L 1618-2 et suivants du code général des collectivités territoriales

**Vu** la délibération n° DC-20210713-4 du 13 juillet 2021 portant règlement intérieur du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Lot

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

## ■ Procédure d'élaboration budgétaire (rappel)

Considérant que la procédure d'élaboration budgétaire à laquelle est soumis le SDIS du Lot se décline en deux phases – l'une dite de « **débat d'orientation budgétaire** (DOB) » et l'autre dite d'« adoption du budget primitif (BP) » – auxquelles est adjointe une étape préparatoire spécifique, celle du rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles (RERCP) qui s'est tenu le 19 décembre 2025.

Le DOB s'appuie sur un **rapport d'orientation budgétaire (ROB)** (rapport écrit) présentant les éléments de nature à faire le point sur la situation financière de l'établissement et sur les perspectives de l'exercice à venir (engagements pluriannuels, évolution de la dette, des dépenses et des effectifs). Il doit être **organisé dans un délai de deux mois précédant le vote du budget 2026**. Il n'a **pas de caractère décisionnel** et, en conséquence, ne donne pas lieu à vote à l'issue des débats.

La présentation de ces éléments par l'exécutif doit donner lieu à débat. A l'issue, il est pris une **délibération spécifique**. Obligatoire, elle permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir la collectivité contre un éventuel recours.

Le rapport, ainsi que la délibération afférente, doivent être transmis au représentant de l'Etat, et publiés.

## ■ Contenu du rapport d'orientation budgétaire (rappel)

Le rapport d'orientation budgétaire doit comporter :

- les orientations budgétaires envisagées par la collectivité portant sur **les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,** notamment l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et l'évolution du besoin de financement annuel ;
- la **présentation des engagements pluriannuels,** notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes ; le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme ;
- des **informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le vote du budget**, notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Il comporte également des informations relatives :

- à la structure des effectifs ;
- aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;
- à la durée effective du travail.

## ■ Cadre des orientations budgétaires 2026

Les orientations budgétaires présentées si après s'inscrivent dans le cadre :

- de l'**évolution des ressources et des charges prévisibles** telle que délibérée à l'occasion du CASDIS du 19 décembre 2025 ;
- d'une **stratégie financière** visant à maîtriser les charges de fonctionnement de l'établissement, piloter le volume de la dette et préserver la capacité d'autofinancement en adoptant une stratégie financière.
- des **éléments de contexte** intégrés au *RERCP* et non reprécisés ici.

**ANALYSE :**

Les éléments portés au débat d'orientation budgétaire sont structurés autour de cinq items attendus : les orientations budgétaires 2026 en sections de fonctionnement et d'investissement, la situation rétrospective 2021-2025, les perspectives d'évolution à moyen terme, les données relatives aux ressources humaines, les données relatives à la dette ainsi que les objectifs d'évolution des dépenses de fonctionnement et du besoin de financement.

La présentation s'appuie sur le compte financier unique anticipé (CFUA) établi le 01/12/2025 et sur les orientations présentées en CASDIS lors du vote du RERCP 2026.

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

## Orientations budgétaires 2026 en section de fonctionnement

### Dépenses de fonctionnement

Dans le cadre du RERPC, le Directeur du SDIS a présenté trois scénarios s'agissant des dépenses à inscrire en section de fonctionnement :

- scénario 1 : intégration des seules charges nouvelles obligatoires (CNO) qui s'imposent au SDIS à hauteur de **443.698€00€** ;

| | | |
|---|---|---|
| CNO-1 | RH / Evolution masse salariale personnels permanents cartographie des emplois (hors relèvement CNRACL et CCD de remplacement) | 42574,00 |
| CNO-2 | RH / Relèvement taux de cotisation des employeurs territoriaux | 115.000,00 |
| CNO-3 | RH / Financement ARE SPP révoqué | 30.000,00 |
| CNO-4 | RH / Revalorisation indemnités SPV (+1,7%) | 27.888,00 |
| CNO-5 | RH / Mise à niveau indemnités SPV(trajectoires pluriannuelles (formule CPOM) | 43.236,00 |
| CNO-6 | HS / Détection/Prévention des addictions (volet stupéfiants) | 10.000,00 |
| CNO-7 | TECH / Assurance travaux Projet Regourd | 150.000,00 |
| CNO-8 | TECH / Emulseurs | 25.000,00 |

- intégration des charges nouvelles relevant de délibérations du CASDIS (CND) qui correspondent à des charges qui résultent de la mise en œuvre de dépenses actées par le conseil d'administration et qui s'élèvent à hauteur de **79.748,00€** ;

| | | |
|---|---|---|
| CND-1 | RH / Réalisation d'un plan de prévention des risques psychosociaux | 25.000,00 |
| CND-2 | RH / Mutualisation LT2C entre le CIS Cahors et le CTA-CODIS | 13.000,00 |
| CND-3 | RH / Indemnisation des travaux divers SPV dans les CIS | 36.748,00 |
| CND-4 | HS / Mesures inscrites dans le cadre du Plan de prévention des risques routiers | 5.000,00 |

- intégration des charges nouvelles correspondant à des besoins nouveaux (ACN) qui sont des charges non inscrites correspondant à des besoins non anticipés ou participant de la mise en œuvre des orientations stratégiques et du plan d'actions 2023/2027 à hauteur de **175.800.00**€.

| | | |
|---|---|---|
| ACN-1 | RH / Avancements inscrits dans le cadre de la cartographie des emplois | . |
| ACN-2 | RH / 1 CCD PATS + 1 CDD SPP en support de remplacement | 60.000,00 |
| ACN-3 | ADM / Assurances ordonnateurs publics | 1.800,00 |
| ACN-4 | ADM / Vote électronique élections professionnelles 2026 | 9.000,00 |
| ACN-5 | BAT / Contrôles annuels obligatoires des installations électriques bâtimentaires | 10.000,00 |
| ACN-6 | BAT / Diagnostic amiante obligatoire des bâtiments | 10.000,00 |
| ACN-7 | TECH / Travaux en régie sur plateau technique de formation | 70.000,00 |

Les dépenses de fonctionnement prévisibles sont précisées dans le tableau ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

**BUDGET PREVISIONNEL 2026**

| DEPENSES | BP 2025 Voté le 26/03/2025 | BP 2026 CNO | % | BP 2026 CNO+CND | % | BP 2026 CNO+CND+ACN | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 01 SOLDE D'EXECUTION REPORTE | 0.00 | 0.00 | 0.0% | 0.00 | 0.0% | 0.00 | 0.0% |
| 011 CHARGES A CARACTERE GENERAL | 3,323,876.00 | 3,477,438.00 | 4.6% | 3,507,438.00 | 5.5% | 3,614,838.00 | 8.8% |
| 60 ACHATS ET VARIATION DES STOCKS | 1,333,108.00 | 1,362,005.00 | 2.2% | 1,362,005.00 | 2.2% | 1,432,005.00 | 7.4% |
| 61 SERVICES EXTERIEURS | 1,360,938.00 | 1,529,964.00 | 12.4% | 1,529,964.00 | 12.4% | 1,549,964.00 | 13.9% |
| 62 AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 618,980.00 | 572,419.00 | -7.5% | 602,419.00 | -2.7% | 619,819.00 | 0.1% |
| 63 IMPOTS TAXES ET VERSTS ASSIMILES | 10,850.00 | 13,050.00 | 20.3% | 13,050.00 | 20.3% | 13,050.00 | 20.3% |
| 012 CHARGES DE PERSONNELS ET FRAIS ASSIMILES | 11,048,142.00 | 11,160,415.00 | 1.0% | 11,203,415.00 | 1.4% | 11,278,415.00 | 2.1% |
| 64 CHARGES DE PERSONNELS | 11,048,142.00 | 11,160,415.00 | 1.0% | 11,203,415.00 | 1.4% | 11,278,415.00 | 2.1% |
| 014 ATTENUATIONS DE PRODUITS | 0.00 | 0.00 | 0.0% | 0.00 | 0.0% | 0.00 | 0.0% |
| 65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 269,071.00 | 295,731.00 | 9.9% | 295,731.00 | 9.9% | 297,531.00 | 10.6% |
| TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES | 14,641,089.00 | 14,933,584.00 | 2.0% | 15,006,584.00 | 2.5% | 15,190,784.00 | 3.8% |
| 66 CHARGES FINANCIERES | 240,000.00 | 226,225.00 | -5.7% | 226,225.00 | -5.7% | 226,225.00 | -5.7% |
| 67 CHARGES EXCEPTIONNELLES | 6,000.92 | 4,000.00 | -33.3% | 4,000.00 | -33.3% | 4,000.00 | -33.3% |
| 68 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 138,000.00 | 14,000.00 | -89.9% | 14,000.00 | -89.9% | 14,000.00 | -89.9% |
| 022 DEPENSES IMPREVUES DE FONCTIONNEMENT | 0.00 | 0.00 | 0.0% | 0.00 | 0.0% | 0.00 | 0.0% |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES (I) | 15,025,089.92 | 15,177,809.00 | 1.0% | 15,250,809.00 | 1.5% | 15,435,009.00 | 2.7% |
| 023 VIREMENT SECTION INVESTISSEMENT | 747,500.00 | 776,642.00 | 3.9% | 776,642.00 | 3.9% | 776,642.00 | 3.9% |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS | 3,000,000.00 | 3,000,000.00 | 0.0% | 3,000,000.00 | 0.0% | 3,000,000.00 | 0.0% |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION INVESTISSEMENT (II) | 3,747,500.00 | 3,776,642.00 | 0.8% | 3,776,642.00 | 0.8% | 3,776,642.00 | 0.8% |
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (I+II) | 18,772,589.92 | 18,954,451.00 | 1.0% | 19,027,451.00 | 1.4% | 19,211,651.00 | 2.3% |
| RAR (III) | 60,207.08 | 60,207.08 | 0.0% | 60,207.08 | 0.0% | 60,208.00 | 0.0% |
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES (I+II+III) | 18,832,797.00 | 19,014,658.08 | 1.0% | 19,087,658.08 | 1.4% | 19,271,859.00 | 2.3% |

La capacité à couvrir les différents scénarios a été discutée dans le cadre de la **réunion d'arbitrages budgétaires entre le SDIS et le Département du Lot** tenue le 17/11/2025. Considérant les marges de manœuvre du Département et le cadre d'évolution de la contribution des communes et EPCI pour 2026, la couverture du scénario 3 peut être envisagée. C'est cette hypothèse (scénario 3) qui structure les éléments financiers du présent DOB.
Sur la base du scénario 3, les dépenses progressent de **439.062,00€** (soit **+2,3%**).

Il est à noter :

- qu'une part significative de l'augmentation des dépenses relève de dépenses nouvelles ponctuelles à hauteur de 254.000,00€ (soit 57,8%) ;
- que 150.000,00€ inscrits en dépenses nouvelles [CNO-7] correspondent à une avance et feront l'objet d'un remboursement par le Département assurant le financement du Projet Regourd ;
- que 70.000,00€ inscrits en dépenses nouvelles au scenario 3 [ACN-7] procèdent d'un transfert depuis la section d'investissement (AP/CP 12 / Plateau technique de formation).

## 011- Charges à caractère général

Les charges à caractère général progressent de **+8,8% (+290.962,00€**) dont :

- 254.000,00€ au titre de dépenses nouvelles ponctuelles :
  . souscription d'une assurance Dommages ouvrages (DO) et Tous Risques Chantier (TRC) dans le cadre de la construction du CIS Cahors et de la plateforme logistique du SDIS, à hauteur prévisionnelle de 150.000,00€ [CNO-7];
  . location de matériels de travaux publics dans le cadre de l'internalisation de travaux de construction du futur plateau technique de formation (terrassement et voierie), à hauteur 70.000,00€ [ACN7];
  . recours au vote électronique pour les élections professionnelles de 2026, à hauteur de 9.000,00€ [ACN-4] ;
  . réalisation d'un plan de prévention des risques psychosociaux, à hauteur de 25.000,00€ [CND-1] ;
- 36.962,00€ au titre de dépenses structurelles (pour partie couvertes par des économies) dont :
  . déclinaison du Plan de Prévention des Risques Routiers, à hauteur de 5.000,00€ [CND-4] ;
  . souscription d'une assurance au profit des ordonnateurs du SDIS, à hauteur de 1.800,00€ [ACN-3] ;
  . mise en œuvre des contrôles annuels obligatoires des installations électriques et du diagnostic amiante des bâtiments du SDIS, à hauteur de 20.000,00€ [ACN-5 et 6] ;
  . passage progressif à l'utilisation d'émulseur sans PFAS (renouvellement produit + traitement technique des équipements), à hauteur de 26.000,00€ [CNO-8]

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

. détection et prévention des addictions (volet stupéfiants), à hauteur de 10.000,00€ [CNO-6]

**Abstraction faite des dépenses nouvelles ponctuelles** – dont une partie 150.000,00€ [CNO-7] fera l'objet d'un remboursement spécifique par le Département au titre du financement du projet Regourd – les charges à caractère général restent stables à **+1,11% (+36.962,00€)**.

012- Charges de personnels et frais assimilés

Les dépenses de personnels et frais assimilés sont en hausse de **+2,1%** soit **+ 230.273,00€**.

Cette hausse intègre notamment :

- pour les personnels permanents et contractuels :
  . une évolution de la masse salariale induite par le GVT à hauteur de +42.574,00€ [CNO-1] ;
  . le relèvement du taux de cotisation des employeurs territoriaux à la CNRACL à hauteur de 115.000,00€ [CNO-2] ;
  . la poursuite de la prise en charge de l'agent SPP révoqué en 2024 (ARE et/ou indemnités journalières), à hauteur de 30.000,00€ [CNO-3] ;
  . la mise en place de la mutualisation des fonctions CTA-CODIS et CIS Cahors des lieutenants de deuxième classe, à hauteur de 13.000,00€ [CND-2] ;
  . les avancements de grades possibles tels que prévus par la cartographie des emplois délibérée le 14/10/2022, à hauteur de 15.000,00€ [ACN-1] ; les avancements visés concernent des agents occupant un emploi dont le grade cible est supérieur au grade actuellement détenu ;
  . la budgétisation d'un poste CCD PATS et d'un poste de CCD SPP en support de remplacement maladie ou accident, à hauteur de 60.000,00€ [ACN-2] ;
- pour les personnels sapeurs-pompiers volontaires, la mise à niveau des indemnités des sapeurs-pompiers volontaires, à hauteur de +68.951,00€ répartis comme suit :
  . mise à niveau des indemnités liées aux interventions revalorisées conformément aux dispositions de la CPOM SDIS-Département, à hauteur de 43.236,00€ [CNO-5] ;
  . mise à niveau des indemnités liés aux activités non opérationnelles, à hauteur de 44.576,00€, consistant pour l'essentiel en une revalorisation du montant des indemnités liées aux travaux divers dans les centres d'incendie et de secours (nettoyage des locaux, contrôle des véhicules et de leur armement, gestion des effets d'habillement, suivi des bâtiments…), à hauteur de 36.748,00€ [CND-3] ; la sollicitation pour ces missions indispensables au bon fonctionnement du service est croissante et les modalités d'indemnisation sont anciennes et plus adaptées ; une mise à jour du règlement des indemnités intégrant une redéfinition des modalités d'attribution et du montant de l'inscription budgétaire sera soumise à délibération du CASDIS en février 2026 ;
  . une mise à niveau des indemnités de formation, de gardes et d'astreintes, à hauteur de -23.870,00€ ;

  La revalorisation de l'ensemble des indemnités de +1,7% en application de l'arrêté du 17 novembre 2025 (hors indemnités liées aux interventions), est chiffrée à 27.888,00€ [CNO-4] ;

65 – Autres charges de gestion courante

Elles sont en augmentation de **10,6 %,** soit **+ 28.460,00€** de BP à BP mais présentent une quasi-stabilité de CFUA à BP.

66 – Charges financières

Elles sont en baisse de **5,7 %,** soit **– 13.775,00 €** de BP à BP.

67 – Charges exceptionnelles

Elles sont en baisse de **33,3 %,** soit **– 2.000,92 €** de BP à BP.

68 – Dotations aux amortissements et provisions

Elles sont en forte baisse de **89,9 %** soit **– 124.000,00 €** de BP à BP.

023 – Virement en section d'investissement

Le virement à la section d'investissement est de 776.642,00 € de versement du fonctionnement vers la section investissement (+3,9% par rapport au BP 2025) et la prévision de 3.171.000,00€ pour les dotations aux amortissements.

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

- **Recettes de fonctionnement**

Les recettes de fonctionnement proviennent essentiellement des contributions des collectivités : Département, communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI). Pour le SDIS du Lot, cette part représente 94 % des recettes réelles de fonctionnement.
Les **recettes réelles prévisibles** sont en hausse de **+0,5% (+84.160,27€)** les **recettes d'exploitation cumulées** – intégrant des recettes d'ordre en forte augmentation (+16,7% soit 218.965,00€) – progressent quant à elles de **+2,3% (+439.065,00€)**.

**BUDGET PREVISIONNEL 2026**

| RECETTES | BP 2025 Voté le 26/03/2025 | BP 2026 CNO+CND+ACN | % |
|---|---|---|---|
| 013 ATTENUATION DE CHARGES | 20 000.00 | 20 000.00 | 0.0% |
| 70 PRODUITS DES SERVICES ET VENTES | 827 170.00 | 849 312.00 | 2.7% |
| 74 CONTRIBUTIONS ET PARTICIPATIONS | 15 503 515.00 | 15 730 361.00 | 1.5% |
| 75 AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE | 140 600.00 | 6 000.00 | -95.7% |
| TOTAL RECETTES DE GESTION DE SERVICES | 16 491 285.00 | 16 605 673.00 | 0.7% |
| 76 PRODUITS FINANCIERS | 178 920.79 | 148 692.50 | -16.9% |
| 77 PRODUITS EXCEPTIONNELS | 10 500.00 | 10 500.56 | 0.0% |
| 78 REPRISES SUR AMMORT ET PROVISIONS | 0.00 | 0.00 | |
| TOTAL DES RECETTES REELLES (I) | 16 680 705.79 | 16 764 866.06 | 0.5% |
| 042 OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS | 1 361 345.00 | 1 580 310.00 | 16.1% |
| 043 OPERATIONS D'ORDRE INTRA-SECTION | 0.00 | 0.00 | |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE (II) | 1 361 345.00 | 1 580 310.00 | 16.1% |
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (I+II) | 18 042 050.79 | 18 345 176.06 | 1.7% |
| RAR (III) | 0.00 | 0.00 | |
| RESULTAT REPORTE (IV) | 790 746.21 | 926 685.94 | 17.2% |
| TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES (I+II+III+IV) | 18 832 797.00 | 19 271 862.00 | 2.3% |

74 – Dotations aux amortissements et provisions

Contribution du Département

Lors du CASDIS du 19 décembre 2025 et du vote du RERCP, le Conseil d'administration a réévalué la contribution départementale au titre de l'exercice 2026 à hauteur de **8.654.697,00 €** soit une progression de **+2,0%.**

A cette contribution, s'ajoutent une subvention versée en investissement de 250.000,00€ (-100.000,00€ par rapport à l'année précédente) et le financement du projet Regourd.

Contributions des communes et EPCI

Le calcul de la contribution des communes et des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) au budget du SDIS du Lot se base sur l'article L 1424-35 du Code général des Collectivités territoriales qui prévoit un plafonnement de leur augmentation du taux d'évolution des prix à la consommation. Leur modalité de calcul et leur répartition sont fixées par le conseil d'administration.

Concernant la participation des communes et des EPCI au titre de l'année 2026, le conseil d'administration a délibéré dans le cadre du vote du RERCP 2026 sur le montant prévisionnel sur la base de la contribution 2026 ; la contribution 2026 reprend la contribution de 2025 majorée de 0,8%, taux plafond fixé par l'indice moyen des prix à la consommation du mois d'août 2025 (INSEE / Base 2015, glissement annuel, ensemble des ménages, France métropolitaine, ensemble hors tabac - Identifiant 001768613). Pour 2026, le montant arrêté est de **7.087.341,43€**.

Recettes liées au remboursement du prêt Regourd
Le projet immobilier de Regourd (construction du centre d'incendie et de secours de Cahors et des infrastructures du Groupement technique et logistique du SDIS) est financé dans son ensemble par le Département. A ce jour, ce financement prend la forme de deux emprunts réalisés pour son compte par le SDIS et d'un remboursement par le Département, au rythme des décaissements successifs, du capital et des intérêts : un premier emprunt de 390.000,00€ déclenché le 25/02/2022 et un second emprunt de

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

9.490.000,00€ dont la totalité a été déclenché le 26/03/2024. Un ou plusieurs emprunts supplémentaires seront nécessaires à couvrir la totalité de la dépenses (surcoût du projet en rapport à l'évaluation initiale et perception différée de lu FCTVA).

Au titre de l'année 2026, le remboursement des intérêts en section fonctionnement est estimé à + 2.135,98€.

En outre, est prévu une recette de 148.692,50€ euros correspondant aux placements successifs du reliquat du second emprunt Regourd.

Autres recettes de fonctionnement
Les autres recettes de fonctionnement sont similaires à la présentation du RERCP 2026 : notamment **849.312,00€** pour les produits de services et ventes ; **1.148,00€** de FCTVA et **1.580.310,00€** de recettes d'ordre. Ces montants seront affinés lors du vote du budget primitif 2026.

Résultat reporté de l'exercice 2025

Le résultat reporté est estimé à la somme de **1.326.685,94 €** (dont 400.000,00€ sont capitalisés en section investissement à l'article budgétaire 1068 et 926.685,94 € reportés en section de fonctionnement pour participer au financement des nouvelles mesures prévues au RERCP 2026).

## ■ Orientations budgétaires 2026 en section d'investissement

La présente section met à disposition les données relatives aux indicateurs financiers sur la période 2021-2025. Ces données seront présentées et commentées en introduction du débat d'orientation budgétaire.

### ▪ *Dépenses d'investissement*

Les dépenses d'investissement s'inscrivent dans la mise en œuvre du PPI 2023-2027.

| BUDGET PREVISIONNEL 2026 | | |
|---|---|---|
| **DEPENSES** | BP 2025 Voté le 26/03/2025 | BP 2026 14/10/2025 |
| DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT | | |
| 20 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 111 498.00 | 119 865.00 |
| 21 IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 539 960.00 | 1 295 647.00 |
| 23 IMMOBILISATIONS EN COURS | 0.00 | 0.00 |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS NIPE | 1 651 458.00 | 1 415 512.00 |
| DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT | | |
| AP/CP 8 REHABILITATION CIS | 500 000.00 | 620 000.00 |
| AP/CP9 REHABILITATION DIRECTION/CODIS | 750 000.00 | 150 000.00 |
| AP10 PROJET REGOURD | 4 900 000.00 | 6 000 000.00 |
| AP/CP11 LOGICIEL GESTION PATRIMONIALE | 0.00 | 0.00 |
| AP/CP12 PLATEAU TECHNIQUE DE FORMATION | 200 000.00 | 300 000.00 |
| AP/CP13 VEHICULES INCENDIE ET SECOURS | 1 225 000.00 | 1 020 000.00 |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS IPE | 7 575 000.00 | 8 090 000.00 |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS | 9 226 458.00 | 9 505 512.00 |
| 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | | |
| TOTAL EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 1 926 818.00 | 2 029 885.00 |
| 40 OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS | 1 361 345.00 | 1 580 310.00 |
| 41 OPERATIONS PATRIMONIALES | 40 000.97 | 40 000.00 |
| TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE | 12 554 621.97 | 13 155 707.00 |
| RESTES A REALISER | 3 022 733.03 | 207 000.00 |
| TOTAL DES IMMOBILISATIONS IPE | 0.00 | 0.00 |
| DEPENSES CUMULEES | 15 577 355.00 | 13 362 707.00 |

Elles incluent :
- les dépenses prévues au titre de l'année 2026 ;
- le report des crédits correspondant aux dépenses 2025 non honorées mais confirmées dans l'objectif de réalisation en 2026.

et s'élèvent à **13.155.707,00€** (**13.362.707,00€** en y incluant les restes à réaliser), soit une évolution de BP à BP de **-4,8%**(**-601.085,03€**).

Présentées dans le tableau ci-dessus, les dépenses d'investissement prévisibles (hors opérations d'ordre et opérations patrimoniales) s'élèvent à **9.505.512,00€** dont 8.090.000,00€ au titre des dépenses

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

individualisées en programmes d'équipement (immobilisations IPE) et **1.415.512,00€** au titre des dépenses non individualisées en programmes d'équipement (immobilisations NIPE).

Point d'avancement des six AP/CP

**AP/CP Réhabilitation CIS (AP/CP 8)**

En 2025, les travaux visés par cette AP/CP concernaient la réhabilitation du CIS de Souillac pour un montant de 139.702,00€ TTC. Les travaux ont été réceptionnés le 27/01/2025. La rénovation du centre de secours de Bagnac-sur-Célé est en cours.

Les travaux portant sur le CIS de Livernon sont réinscrits en 2026 pour un montant de 550.000,00€. Sont également prévus l'agrandissement des vestiaires du CIS de Lacapelle-Marival (50.000,00€) et la réalisation des premières études pour la réhabilitation du CIS de Limogne-en-Quercy en 2027 (20.000,00€).

**AP/CP Direction/CODIS (AP/CP 9)**

Dans le cadre de cette AP/CP, la création de la Plateforme dr Réception des Appels d'Urgence et de Soins aux PERsonnes (PRAUSPER) est terminée avec une réception des travaux le 17/04/2025, pour un montant total de l'opération de 1.746.850,00€ (69.700,00 € d'études, 27.000,00€ d'assurances, 1.300.000,00€ de travaux, 348.400,00€ aménagements mobiliers et informatiques, et 1.900,00€ autres frais).

Pour financer ce projet, le SDIS a demandé en 2024 une aide de l'Etat de 300 000.00€ versée par l'intermédiaire du CH Cahors au titre d'une avance sur loyers (répartie sur les dix premières années de fonctionnement de la PRAUSPER) qui viendra en complément d'un loyer mensuel fixe établi à 2 500€.
Le reste du projet (1.446.850,00€) est autofinancé par le SDIS qui récupèrera un montant estimatif de 286.553,00€ de FCTVA en année n+2 de ses dépenses, soit un reste à charge de 1.160.297,00€.

Au BP 2026, sont inscrits sur cette AP/CP les travaux d'étanchéité des toits terrasses pour 150 000 €.

**AP/CP Regourd (AP/CP 10)**

Après la phase d'études, le dévoiement des réseaux d'assainissement et d'eau potable présents sur le terrain a été réalisé en 2025 et le désamiantage de la petite construction vouée à être détruite doit débuter début 2026.
Suite à la réunion de la Commission d'appel d'offres et du Bureau du CASDIS le 05/12/2025, les marchés de travaux ont été attribués. Les travaux débuteront au 1er trimestre 2026 et se poursuivront durant deux ans pour une réception début 2028.

Par conséquent, 6.000.000,00 € de crédits sont ouverts au BP 2026 et le reste des crédits est reparti sur les années 2027 et 2028.
Pour rappel, le SDIS a contracté deux emprunts pour financer le projet Regourd : un premier emprunt de 390 000,00€ déclenché le 25 février 2022 et un deuxième de 9 490 000,00€, déclenché en totalité le 26 mars 2024.

**AP/CP Logiciel de gestion patrimoniale (AP/CP 11)**

La réalisation de ce projet a pris du retard et le rééchelonnement des attendus doit être réexaminé. Cette opération doit s'achever en 2026 tout comme l'AP/CP.
Seuls 28.759,70€ de restes à réaliser sont reportés au BP2026 pour la finalisation du logiciel et de sa mise en œuvre.

**AP/CP Plateau technique de formation (AP/CP 12)**

Les parcelles nécessaires à la mise en œuvre de ce projet ont été acquises en 2025 pour 53.560,00€. Ces terrains répondent au double objectif d'être facilement accessibles depuis les différents centres d'incendie et secours et depuis le service Formation et être en proximité du site retenu par le Département pour la relocalisation future de son service technique routier (AVED) avec une perspective co-construite de mutualisation de certains services ou infrastructures. Ce terrain répond également aux besoins métiers. Il se compose d'un ensemble de cinq parcelles – totalisant une surface de 5,272 hectares d'un seul tenant – appartenant à un propriétaire unique. A également été acquis une extension de 0,9874 hectare.

Au budget 2026, sont inscrits 300.000,00€ de crédits pour réaliser les premiers aménagements du terrain.

**AP/CP Véhicules incendie et secours (AP/CP 132)**

Les prévisions budgétaires 2026 sont conformes au PPI 2023/2027. Sont ouverts 1.020.000,00 € de crédits au BP 2026 (lors du vote du PPI, il était envisagé d'ouvrir les crédits à hauteur de 965.000,00€, soit une augmentation de 55.000,00€ au BP 2026 tenant compte de l'augmentation des tarifs d'acquisition des véhicules).

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

- ***Recettes d'investissement***

Les prévisions de recettes d'investissement s'établissent à **17.456.269,00€** comme présenté dans le tableau ci-dessous. Elles sont en retrait de **-14,7%** (**3.024.228,00€**) en comparaison avec 2025.

| BUDGET PREVISIONNEL 2026 | | |
|---|---|---|
| **RECETTES** | BP 2025 Voté le 26/03/2025 | BP 2026 14/10/2025 |
| 10 DOTATIONS ET RESERVES | 400 000.00 | 400 000.00 |
| 13 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 2 167 868.00 | 2 091 800.00 |
| 16 EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES | 2 750 000.00 | 3 800 000.00 |
| RECETTES D'EQUIPEMENT (I) | 5 317 868.00 | 6 291 800.00 |
| 10222 - FCTVA | 246 672.00 | 520 170.23 |
| 024 PRODUITS CESSIONS IMMOBILISATIONS | 50 000.98 | 50 000.80 |
| RECETTES FINANCIERES (II) | 296 672.98 | 570 171.03 |
| 21 VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 747 500.00 | 776 642.00 |
| 40 OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS | 3 000 000.00 | 3 000 000.00 |
| 41 OPERATIONS PATRIMONIALES | 40 000.97 | 40 000.00 |
| TOTAL RECETTES (I+II) | 9 402 041.95 | 10 678 613.03 |
| SOLDE D'EXECUTION REPORTE | 11 020 015.05 | -2 314 421.53 |
| RESTES A REALISER | 58 440.00 | 9 092 077.50 |
| RECETTES DE L'EXERCICE | 20 480 497.00 | 17 456 269.00 |
| RAR Emprunt Regourd | 0.00 | 0.00 |
| Excédent à reporter (RAR inclus) | 4 903 142.00 | 4 093 562.00 |

Ces recettes intègrent :

- le reversement d'une partie de l'excédent de fonctionnement de l'exercice budgétaire 2025 à hauteur de 400.000,00€ ;
- une subvention d'investissement du Département d'un montant de 250.000,00€ ; pour rappel, cette subvention d'investissement est fixée par la CPOM SDIS-Département à 450.000,00€ et a vocation à compenser une neutralisation des amortissements d'un montant équivalent décidé en 2019 et reconduit depuis chaque année ; cette dérogation ponctuelle aux engagements en vigueur doit être entendue comme conséquente de l'obligation de réduction des investissements du Département pour 2025, dans un contexte où ce dernier confirme son soutien exceptionnel aux projets à venir de construction des centres d'incendie et de secours de Salviac (2025) et de Montcuq (2026) ; la contraction de la subvention pour 2026 est compensée au travers de la dotation en crédits de fonctionnement.

13 – Subventions

Il est envisagé la perception d'un total de **2.091.800,00€** au titre de différentes aides versées par :

- l'Etat, à hauteur de 92.300,00€ correspondant au solde de la subvention perçue au titre du pacte capacitaire ; en outre, il est également inscrit l'encaissement d'un acompte de 1.000.000,00€ dans le cadre du projet Regourd.
- le Département du Lot, à hauteur de 250.000,00€ de subvention d'investissement et de 749.500,00€ correspondant au remboursement du capital pour le premier emprunt de 390.000,00€ (19.500,00€) et du second emprunt de 9.490.000,00€ (730.000,00€) consacrés au projet Regourd.

16 – Emprunts

Les investissements 2026 hors projet Regourd nécessitent, outre de mobiliser les ressources propres du SDIS et les subventions d'investissement, de recourir à l'**emprunt à hauteur de 3.800.000,00€**.
Pour rappel, lors du vote du PPI 2023-2027 le 5 avril 2023, il a été noté que « le besoin couvert par l'emprunt devrait s'établir, pour la période 2023-2027, à 12.176.000,00€ (avec projet Regourd) et à 3.632.000,00€ (hors projet Regourd) ». A date, le recours à l'emprunt ne s'est pas avéré nécessaire pour financer l'investissement du SDIS hors projet Regourd.
Ledit emprunt doit permettre de couvrir le besoin sur 2026-2027, avec une inscription sur 2026 qui sera ajustée (avec un report sur 2027) en fonction du niveau de réalisation des investissements.

Autres recettes

Le financement de la section investissement se réalise également par le recouvrement du Fonds de Compensation de la TVA (estimé à 520.170,00€ en 2026), les produits des cessions d'immobilisations

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

(50.000,00€), la dotation aux amortissements pour 3.000.000,00€, la capitalisation d'une partie du résultat cumulé 2025 pour 400.000,00€ et la prévision d'un virement supplémentaire de 776.642,00€ depuis la section de fonctionnement. On retrouve 40.000,00€ de crédits ouverts pour les opérations patrimoniales.

Le solde d'exécution reporté est envisagé à hauteur de 9.092.089,14€ (dont 9.092.077,50€ correspondent au reliquat estimatif de l'emprunt Regourd qui devrait rester en fin d'année 2025).

## ■ Situation rétrospective 2021-2025

La présente section met à disposition les données relatives aux indicateurs financiers sur la période 2021-2025. Ces données seront présentées et commentées en introduction du débat d'orientation budgétaire.

### ▪ *Evolution de la section de fonctionnement*

| | CA 2021 | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFUA 2025 | Evolution 2021/2025 (%) | Moyenne évolutions annuelles (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes réelles de fonctionnement** | 14 864 456.02 | 15 056 932.19 | 15 789 593.13 | 16 443 670.58 | 16 965 980.33 | 14.1 | 3.4 |
| *dont Contributions bloc communal* | 6 113 019.48 | 6 241 726.49 | 6 625 745.91 | 6 896 232.69 | 7 016 246.67 | 14.8 | 3.5 |
| *dont Contributions Département* | 7 478 430.00 | *7 778 430.00* | *8 178 107.15* | *8 345 568.09* | *8 487 267.54* | 13.5 | 3.2 |
| *dont Produits des services* | 870 871.31 | 688 537.55 | 805 335.02 | 795 154.73 | 957 202.57 | 9.9 | 3.8 |
| *dont Autres recettes* | 402 135.23 | 196 223.19 | 180 405.05 | 406 715.07 | 505 263.55 | 25.6 | 22.6 |
| **Dépenses réelles de fonctionnement** | 12 384 026.36 | 12 378 562.66 | 12 838 281.83 | 13 933 476.11 | 14 551 952.43 | 17.5 | 4.2 |
| *dont Frais de personnel* | 9 162 616.99 | 9 305 237.07 | 9 759 716.03 | 10 459 824.30 | 10 833 937.83 | 18.2 | 4.3 |
| *dont Charges à caractère général* | 2 572 071.98 | 2 671 081.23 | 2 674 508.12 | 2 972 781.44 | 3 096 095.63 | 20.4 | 4.8 |
| *dont Charges financières* | 180 217.69 | 162 224.51 | 150 539.08 | 232 318.44 | 208 860.18 | 15.9 | 6.8 |
| *dont Autres dépenses* | 469 119.70 | 240 019.85 | 253 518.60 | 268 551.93 | 413 058.79 | -12.0 | 4.1 |
| **Solde des opérations réelles de fonctionnement** | 2 480 429.66 | 2 678 369.53 | 2 951 311.30 | 2 510 194.47 | 2 414 027.90 | -2.7 | -0.2 |
| **Reprises de subventions et neutralisation amortissements** | 641 463.17 | 532 069.00 | 557 664.00 | 637 593.00 | 1 322 345.00 | 106.1 | 27.4 |
| **Dotations aux amortissements et provisions** | 2 613 411.60 | 2 769 542.13 | 2 863 716.95 | 2 865 260.78 | 3 171 000.00 | 21.3 | 5.0 |
| **Résultat de fonctionnement de l'exercice** | 323 639.35 | 428 114.30 | 635 935.68 | 285 499.34 | 535 939.73 | 65.6 | 28.4 |
| **Excédent antérieur reporté** | 936 733.89 | 1 260 373.24 | 669 311.19 | 905 246.87 | 790 746.21 | -15.6 | 2.6 |
| **Résultat brut de clôture** | 1 260 373.24 | 1 688 487.54 | 1 305 246.87 | 1 190 746.21 | 1 326 685.94 | 5.3 | 3.5 |
| **Résultat net de clôture** | 1 103 328.71 | 1 620 247.60 | 824 721.88 | 730 539.13 | 866 477.94 | -21.5 | 1.2 |

Sur la période, les recettes de fonctionnement ont progressé régulièrement et de façon significative **(+14,1%** et **+ 2.101.524,31€**), avec deux hausses significatives en 2023 (+4,9%) et 2024 (+4,1%). A noter sur la période, une forte évolution des recettes « Autres recettes » de l'ordre de +25,6%, et de l'ordre de 24,2% entre 2024 et 2025.

Malgré un léger recul en 2022 (-0.02% et -5 463.70€), les dépenses de fonctionnement ont également fortement progressé **(+17.5%** et **2.167.926,07€**). Les charges générales augmentent de façon très marquées (+20,4% sur la période), notamment en 2024 (+11,1%) sous l'effet du contexte inflationniste et de la forte hausse des énergies. Leur maîtrise constitue un enjeu majeur auquel la CPOM SDIS-Département apporte des éléments de réponse. En outre, les charges de personnel augmentent également de 18,2% sur la même période avec une hausse très significative en 2024 (+7.2%) et en 2025 (+3.5%) sous l'effet de conjugué de mesures de portée locale (revalorisation du régime indemnitaire…) et essentiellement nationale (revalorisation du point d'indice, cotisation CNRACL…). L'évolution constatée pour 2025 est en deçà de la valeur moyenne des évolutions annuelles sur la période.

Le solde des opérations réelles de fonctionnement (2 414 027.90€) s'établit en deçà de la moyenne sur 5 ans (2.606.866,57€) et au niveau le bas de la période.

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

- ***Evolution de l'épargne et du résultat de fonctionnement***

| | CA 2021 | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFUA 2025 | Evolution 2021/2025 (%) | Moyenne évolutions annuelles (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Epargne brute** | 2 480 429.66 | 2 678 369.53 | 2 951 311.30 | 2 510 194.47 | 2 414 027.90 | -2.68 | -0.15 |
| **Taux d'épargne brute** | 16.69 | 17.79 | 18.69 | 15.27 | 14.23 | -14.73 | -3.36 |
| **Remboursement de la dette (capital)** | 1 728 360.26 | 1 528 723.72 | 1 446 098.72 | 1 810 523.72 | 1 926 817.57 | 11.48 | 3.67 |
| **Epargne nette** | 752 069.40 | 1 149 645.81 | 1 505 212.58 | 699 670.75 | 487 210.33 | -35.22 | -0.02 |
| **Taux d'épargne nette** | 5.06 | 7.64 | 9.53 | 4.25 | 2.87 | -43.2 | -3.0 |

L'épargne brute permet de faire face au remboursement de la dette en capital et de contribuer au financement des investissements. Le taux d'épargne brute perd 2,46 points sur la période 2021-2025, et décroit depuis 2023.

L'épargne nette correspond à l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette. Elle était en progression constante depuis 2020 pour atteindre un point culminant en 2023 (1.505.212,58€) et s'effondrer en 2024 (699.670,75€ €) et 2025 (487.210,33€). C'est ce que confirme le taux d'épargne nette dont la valeur 2025 (en recul de 2,19 point par rapport à 2021) est très en deçà de la valeur seuil de 8% de référence en la matière.

- ***Evolution de la section d'investissement***

Les dépenses d'investissement ont été réalisées au travers de deux plans pluriannuels d'investissement, l'un couvrant la périodes 2021-2022 et l'autre la période 2023-2027.

L'investissement sur cette période reste à un niveau inférieur à la moyenne des SDIS de catégorie C (5,8M€ en 2024 / Source DGSCGC – Les statistiques des SDIS - 2025) et au niveau le plus élevé des SDIS de l'ancienne 5ème catégorie.

Les données de recettes réelles d'investissement de 2024 (10.661.835,34€) intègrent l'emprunt Regourd.

| | CA 2021 | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFUA 2025 | Evolution 2021/2025 (%) | Moyenne évolutions annuelles (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Recettes réelles d'investissement** | 3 892 495.78 | 4 058 483.79 | 2 538 948.12 | 10 661 835.74 | 2 974 727.76 | -23.6 | 53.7 |
| *dont FCTVA* | 541 698.98 | 386 024.79 | 566 161.77 | 452 550.42 | 417 987.63 | -22.8 | -2.4 |
| *dont Subventions* | 450 000.00 | 533 459.00 | 627 610.00 | 1 593 585.00 | 2 156 740.13 | 379.3 | 56.4 |
| *dont Emprunts* | 2 900 000.00 | 3 139 000.00 | 326 000.00 | 8 215 000.00 | 0.00 | -100.0 | 559.6 |
| **Dépenses réelles d'investissement** | 5 449 707.48 | 4 924 115.60 | 3 780 631.77 | 5 390 790.80 | 9 025 741.84 | 65.6 | 19.3 |
| *dont Remboursement du capital de la dette* | 1 728 360.26 | 1 528 723.72 | 1 446 098.72 | 1 810 523.72 | 1 926 817.57 | 11.5 | 3.7 |
| *dont Dépenses mobilières* | 2 613 873.27 | 2 458 896.15 | 1 275 561.75 | 2 342 151.84 | 4 843 140.28 | 85.3 | 34.1 |
| *dont Dépenses immobilières* | 1 049 000.95 | 728 455.06 | 681 113.97 | 852 931.07 | 2 006 437.99 | 91.3 | 30.9 |
| *dont Autres dépenses* | 58 473.00 | 208 040.67 | 377 857.33 | 385 184.17 | 249 346.00 | 326.4 | 76.0 |
| **Solde des opérations réelles d'investissement** | -1 557 211.70 | -865 631.81 | -1 241 683.65 | 5 271 044.94 | -6 051 014.08 | | |
| **Résultat d'investissement de l'exercice** | 599 578.61 | 1 384 623.42 | 1 073 691.97 | 7 495 740.07 | -4 242 359.08 | | |
| **Résultat brut de l'exercice** | 1 065 959.59 | 2 450 583.01 | 3 524 274.98 | 11 020 015.05 | 6 777 655.97 | | |
| **Affectation de l'excédent de fonctionnement** | | | 1 019 176.35 | 400 000.00 | 400 000.00 | | |
| **Excédent antérieur reporté** | 466 380.98 | 1 065 959.59 | 2 450 583.01 | 3 524 274.98 | 11 020 015.05 | | |
| **Restes à réaliser dépenses** | 2 498 309.46 | 1 206 274.69 | 2 304 969.93 | 3 022 733.03 | 0.00 | | |
| **Restes à réaliser recettes** | 2 190 000.00 | 0.00 | 0.00 | 58 440.00 | 0.00 | | |
| **Résultat net de clôture** | 757 650.13 | 1 244 308.32 | 1 219 305.05 | 8 055 722.02 | 6 777 655.97 | | |
| **Capacité d'autofinancement** | 2 745 587.78 | 3 115 587.43 | 3 391 988.63 | 2 963 167.12 | 2 734 594.73 | | |

- ***Données relatives à la dette***

Le niveau d'investissement – cohérent avec les besoins – couplé avec une épargne nette et une capacité d'autofinancement courante trop faibles a contribué à maintenir la dette à un niveau élevé.

La dette du SDIS s'établit pour 2025 à **8.565.442,88€** (**-1.177.317,57€** et **-12,1%** par rapport à 2024 ; -3.847.440,01€ et -30,9% par rapport à 2022) et à **17.094.817,88€ (-1.926.817,57€** et **-10,1%** par rapport à 2023) si on intègre les emprunts liés au financement du projet de Regourd. Pour rappel, le solde du second emprunt Regourd de 8 215 000 € a été déclenché le 26/03/2024.

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

A ce jour, le SDIS du Lot est redevable de 13 emprunts (dont 2 au titre du projet Regourd) avec un taux moyen d'emprunt de 1,28 % et une durée de vie moyenne de 5 ans et 10 mois. La dette est sécurisée puisque les emprunts ont tous été contracté avec un taux fixe.

La dette *hors projet Regourd* (qui devra être réavaluée du fait de la souscription d'un emprunt en 2026) confirme une trajectoire à la baisse depuis 2023 en conformité avec les objectifs de réduction de la dette fixés pour la période 2023-2027 (objectif à 10.088.674,00€).

| | CA 2021 | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFUA 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Encours de la dette** | | | | | |
| **Capital restant dû (hors Regourd)** | 12 126 981.61 | 12 412 882.89 | 10 986 284.17 | 9 742 760.45 | 8 565 442.88 |
| **Capital restant dû (avec Regourd)** | 12 126 981.61 | 13 737 257.89 | 12 617 159.17 | 19 021 635.45 | 17 094 817.88 |
| **Emprunts déclenchés durant l'année - PPI** | 2 900 000.00 | 1 800 000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| **Emprunts déclenchés durant l'année Regourd** | | 1 339 000.00 | 326 000.00 | 8 215 000.00 | 0.00 |
| **Annuités - Hors Regourd** | 1 917 678.55 | 1 679 660.51 | 1 565 281.25 | 1 354 428.73 | 1 267 562.85 |
| **Annuités - Avec Regourd** | 1 917 678.55 | 1 708 078.47 | 1 603 315.40 | 2 037 311.33 | 2 165 835.27 |
| **Remboursement de la dette** | | | | | |
| **Annuité de la dette (capital)** (hors Regourd) | 1 728 360.26 | 1 514 098.72 | 1 426 598.72 | 1 243 523.72 | 1 177 317.57 |
| **Annuité de la dette (capital)** (Regourd) | | 14 625.00 | 19 500.00 | 567 000.00 | 749 500.00 |
| **Annuités de la dette (intérêts)** (hors Regourd) | 186 418.29 | 163 761.79 | 138 682.53 | 110 905.01 | 90 245.28 |
| **Annuités de la dette (intérêts)** (Regourd) | | 2 014.96 | 18 534.15 | 115 882.60 | 148 772.42 |
| **Frais** (hors Regourd) | 2 900.00 | 1 800.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| **Remboursement / Frais** (Regourd) | | 11 778.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| **Taux de charge de la dette** (hors Regourd) | 31.71 | 30.75 | 37.73 | 23.07 | 13.04 |
| **Taux de charge de la dette** (avec Regourd) | 31.71 | 31.05 | 38.25 | 33.59 | 21.35 |
| **Capacité de désendettement** (hors Regourd) | 4.89 | 4.63 | 3.72 | 3.88 | 3.55 |
| **Capacité de désendettement** (avec Regourd) | 4.89 | 5.13 | 4.28 | 7.58 | 7.08 |

*Résultat brut de clôture : agrégation du résultat des deux sections de l'exercice N et N-1 // Résultat net de clôture : résultat brut de clôture + solde des RAR*

Rapportée en euros par habitant (175620 habitants / données INSEE 2025 – Données au 01/01/2022), la dette du SDIS du Lot s'établit à 48,7€/habitant (hors Regourd) et 97,3€/habitant (avec Regourd)]. Au-delà des explications participant du mode de financement de l'investissement, il est à noter la particularité du SDIS du Lot qui a, jusqu'alors, financé de façon autonome la totalité de ses investissements y compris de ses infrastructures bâtimentaires. Le portage financier par le Département du projet Regourd ainsi qu'une partie du financement des projets de construction des CIS de Catus (2024), Salviac (2026) et Montcuq (2027) est de nature à améliorer la situation tout autant que l'attribution, par ce même département, d'une subvention d'investissement récurrente depuis 2019. De même, la sanctuarisation d'une partie de l'excédent annuel pour soutenir l'investissement (400.000,00€) est de nature à renforcer la capacité d'autofinancement du SDIS.

Les indicateurs de remboursement de la dette (annuités en capital et intérêts) et au poids de la dette (taux de charge et capoacité de désendettement) évoluent quant à eux plutôt favorablement sur la période. Cette évolution est à relier aux efforts de maîtrise de l'investissement et au renforcement de la capacité d'autofinacement observée sur la période.

- ***Données relatives aux ressources humaines***

**Effectifs permanents**

Les effectifs permanents sont très stables sur la période. Cette tendance est confirmée par la cartographie des emplois permanents mise en place à compter du 01/01/2023 qui prévoyait une évolution de 2.5 ETP. En application de la dite cartographie, c'est 1.5 ETP qui a été créé en 2023 (1ETP correspondant à l'emploi-type n°10 « Chargé de mission Pilotage, Transversalité, Innovation » et 0.5 ETP correspondant à l'emploi-type 54 « Pharmacien gérant de PUI ») et 1 ETP créé en 2024 (emploi-type n°11 « Chargé de mission

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

Sécurisation juridique »). En 2025, l'emploi-type 54 « Pharmacien gérant de PGI » en 0.6 ETP a été transformé en0.8 ETP.

A ce jour, l'effectif-cible de la cartographie des emplois est atteint.

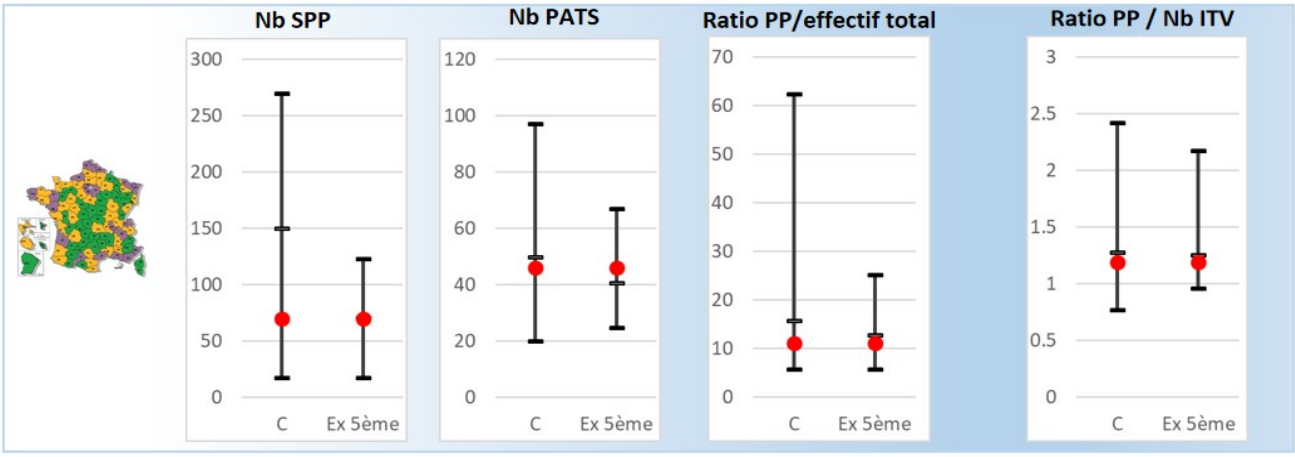
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de personnels** | **117** | **117** | **118.5** | **119.5** | **120.5** |
| dont SPP | 73 | 73 | 74.5 | 74.5 | 75 |
| dont PATS | 44 | 44 | 44 | 45 | 45 |

La répartition des effectifs, par catégorie et par sexe, au 31/12/2025, est la suivante :

| | A | B | C | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| PATS | 5 | 18 | 25 | 49 |
| SPP | 16,5 | 16 | 40 | 71 |
| TOTAL | 21,5 | 34 | 64 | 121 |

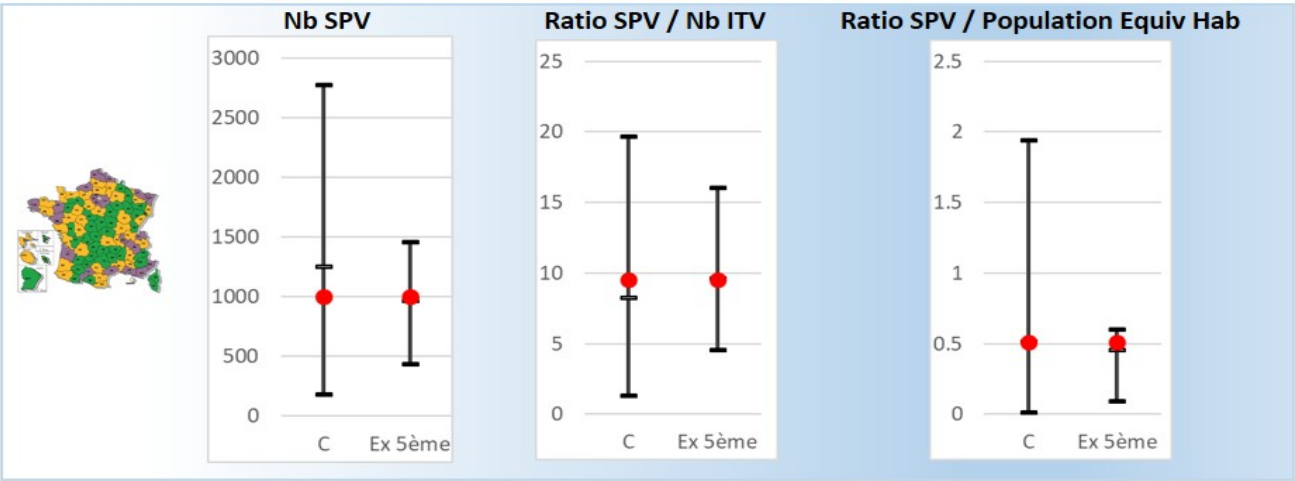
| | Nombre | % |
|---|---|---|
| Hommes | 92 | 76,67% |
| Femmes | 29 | 23,33% |
| | 121 | 100,00% |

Le temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels se décline en deux régime de temps de travail : ceux en garde postées de 24 heures et ceux en service hors rang (SHR). Celui des personnels administratifs, techniques et spécialisés demeure à 1607 heures annuelles.
Une astreinte des fonctions de commandement et de soutien technique (astreinte SIC et astreinte logisitique) est opérationnelle.




**Effectifs sapeurs-pompiers volontaires**

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Nombre de SPV** | 1001 | 1005 | 981 | 964 | 991 |



Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

**Charges de personnels**

Les charges de personnels progressent de l'ordre de 18% sur la période **(+ 23,6% et 2.114.842,00 €** de BP 2020 à BP 2024, dans un ratio de 1/3-2/3 au profit des sapeurs-pompiers volontaires (les indemnités SPV et le versement des allocations de vétérance et de fidélité représentent annuellement près de 25% des charges de personnels). Cette évolution est davantage liée aux évolutions statutaires et organisationnelles intervenues sur la période qu'à l'évolution des effectifs somme toute assez stable.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Evolution 2021/2025 (%) | Moyenne évolutions annuelles (%) |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Charges de personnels BP** | **9 096 417.00** | **9 098 617.00** | **9 929 180.00** | **10 588 740.00** | **11 048 142.00** | **23.67** | **5.03** |
| *dont indemnités SPV* | 2 242 217.00 | 2 242 217.00 | 2 556 450.00 | 2 647 934.80 | 2 763 931.12 | 27.26 | 5.49 |
| **Charges de personnels CAA** | **9 162 616.99** | **9 305 237.07** | **9 759 716.03** | **10 403 733.54** | **10 833 937.83** | **22.89** | **4.29** |
| *dont indemnités SPV* | 2 396 709.17 | 2 515 894.10 | 2 479 498.10 | 2 588 438.32 | 2 600 658.95 | 17.47 | 2.10 |
| **Taux d'exécution** | **100.73** | **102.27** | **98.29** | **98.25** | **98.06** | **-0.63** | **-0.65** |

## ■ Eléments de prospective financière 2023-2027

### ▪ Eléments relatifs au fonctionnement

Dépenses de fonctionnement

L'évolution des dépenses de fonctionnement est directement et principalement reliée aux évolutions des charges de personnels et des charges à caractère général.

Les **charges de personnels** représentent 73,07% du total des dépenses réelles de fonctionnement. L'adoption de la cartographie des emplois permanents (2022) ainsi que la mise en place d'un dispositif de compensation au fil de l'eau par le Département de l'évolution conjoncturelle des indemnités opérationnelles des sapeurs-pompiers volontaires (CPOM SDIS-Département 2023-2027) contribuent à la maîtrise de l'évolution de ces charges. Les exercices budgétaires 2023 et 2024 intègrent les créations de poste (2.5 ETP) prévues pour la période 2023-2027. L'exercice budgétaire 2025 intègre la transformation d'un 0.5 ETP de pharmacien en un 0.8 ETP de pharmacien ainsi que la création du poste de SPP non officier supplémentaire et non pérenne pour compenser l'inaptitude opérationnelle d'un SPP non officier (agent placé pour emploi auprès du GTL). Hormis une situation qui évoluerait très défavorablement en termes de couverture opérationnelle ou de l'émergence d'un besoin RH non anticipé, aucune autre création de poste ne devrait intervenir sur ladite période.

Pour autant, l'évolution des charges reste conditionnée à des éléments « externes » tels que :

- des mesures de revalorisation des salaires et indemnités SPV décidées par l'Etat : les années 2023, 2024 et 2025 ont enregistré des évolutions statutaires (création des emplois de sous-direction..) ainsi que plusieurs temps de revalorisation des salaires des agents permanents (évolution du point d'indice, NBI…) ou des indemnités des personnels SPV ; d'autres mesures sont annoncées comme « en préparation », pour partie dépendante de l'évolution de la situation socio-économique du pays, pour partie à la politique RH de la DGSCGC : revalorisation de grilles indiciaires (grille de certaines catégories C PATS, grille des lieutenants-colonels SPP), toilettage de la réforme des emplois supérieurs de direction, re-catégorisation des emplois d'adjudant de sapeurs-pompiers professionnels… ;
- des mesures structurelles d'évolution de la masse salariale liées au glissement-vieillesse-technicité (GVT) dont l'évolution apparaît défavorable pour les finances du SDIS ;
- une évolution des régimes indemnitaires des personnels permanents directement en prise avec l'évolution du contexte socio-économique et l'exercice du dialogue social.

Les **charges à caractère général** représentent 23,4% du total des dépenses réelles de fonctionnement. Ces charges ont quasi majoritairement progressé du fait de l'inflation et de l'envolée de certains prix, notamment ceux liés aux énergies et aux contrats de maintenance. Les projections macro-économiques de la Banque de France pour la période 2026-2027 précisent qu'« après 2,3 % en moyenne annuelle en 2024,

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

l'inflation totale se maintiendrait au-dessous de 2 % sur tout l'horizon de projection et resterait une des plus faibles de la zone euro. Comme prévu en juin, elle baisserait fortement à 1,0 % en 2025, en raison du recul des prix énergétiques et de la modération des prix des services, puis atteindrait respectivement 1,3 % et 1,8 % en 2026 et en 2027. L'inflation hors énergie et alimentation poursuivrait sa décrue pour atteindre 1,7 % en 2025 (après 2,3 % en 2024), puis 1,6 % en 2026 et en 2027 ».
Le dispositif de compensation au fil de l'eau par le Département de l'évolution conjoncturelle des coûts de l'énergie (CPOM SDIS-Département 2023-2027) joue en faveur d'une meilleure maîtrise de ces dépenses.

Recettes de fonctionnement

L'évolution des recettes de fonctionnement est principalement marquée par :

- la diminution régulière et continue du résultat d'exercice budgétaire qui est de nature à compliquer à terme la construction budgétaire et à renforcer la recherche de recettes supplémentaires hors contributions du Département et des communes et EPCI ;
- les menaces qui pèsent sur la pérennité de certaines ressources dont celles (environ 500.000,00€) liées aux missions effectuées pour le compte de la Santé (carences et appuis logistiques aux SMUR) du fait de l'évolution réglementaire (récente et à venir) du champs missionnel des sapeurs-pompiers ;

- **Eléments relatifs à l'investissement**

Le Plan Pluriannuel d'Investissement 2023-2027 permet d'avoir une vision claire de l'évolution de nos investissements sur la période. La réalisation de ce plan nécessitera de recourir à plusieurs emprunts – pour un montant total de 2 800 000.00€ - tout en garantissant l'engagement de réduction de l'endettement du SDIS.

Trois incertitudes demeurent :

- la première, quant à la trajectoire à venir de l'évolution des prix des constructions (évolution favorable qui semble se dessiner) mais surtout des matériels et véhicules de secours dont l'augmentation des prix et continue et significative ;
- la seconde, sur la capacité du SDIS à poursuivre l'alimentation de la section d'investissement par l'affectation d'une partie du résultat de l'exercice ; en 2022, 2023, 2024 et 2025, ce sont 400.000,00€ qui ont ainsi pu être affectés au soutien à l'investissement et limiter le recours à l'investissement ;
- la troisième, sur l'évolution des taux d'emprunt.

- **Eléments relatifs à la dette**

A partir de la détermination du plan pluriannuel d'investissement 2023/2027 voté le 05/04/2023 remis à jour avec les dernières informations budgétaires connues, une prospective de la dette a été réalisée sur les années 2023 à 2027. Cette prospective n'intègre pas les incertitudes évoquées aux trois points précédents.

Profil dette hors projet Regourd :

Le SDIS du Lot devra contracter un emprunt de 3.800.000,00€ afin de poursuivre son programme d'investissement (hors projet Regourd dont les emprunts sont remboursés par le Département) sur la période 2026-2027. Initialement, ces investissements avaient été prévus en 2025 et 2027. Différentes raisons expliquent que le SDIS n'ait pas à ce jour recouru à l'emprunt depuis 2023. Aussi, cette emprunt devra être réalisé sur les exercices 2026 et 2027.

Le capital restant dû s'établit à la cible

Toutefois, la situation d'endettement s'améliore car le CRD est de 8,5M€ en 2025 pour atteindre la cible prévu au PPI de 10,3M€ fin 2027.
A l'inverse, la capacité de désendettement se dégrade fortement dès 2026 pour atteindre 10.38% en 2027. Cet indicateur intègre le capital restant dû rapporté à l'épargne brute, elle-même rapportée au ratio recettes/dépenses de fonctionnement. L'évolution défavorable tient à une baisse de l'épargne brute elle-même due à une prévision de recettes de fonctionnement pessimiste (0.8%).

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

| | CA 2021 | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFUA 2025 | BPA 2026 | BPA 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Encours de la dette** | | | | | | | |
| **Capital restant dû (hors Regourd)** | 12 126 981.61 | 12 412 882.89 | 10 986 284.17 | 9 742 760.45 | 8 565 442.88 | 11 472 058.36 | 10 388 673.84 |
| **Emprunts déclenchés durant l'année - PPI** | 2 900 000.00 | 1 800 000.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 3 800 000.00 | 0.00 |
| **Annuités - Hors Regourd** | 1 917 678.55 | 1 679 660.51 | 1 565 281.25 | 1 354 428.73 | 1 267 562.85 | 967 758.48 | 1 238 185.54 |
| **Remboursement de la dette** | | | | | | | |
| **Annuité de la dette (capital)** (hors Regourd) | 1 728 360.26 | 1 514 098.72 | 1 426 598.72 | 1 243 523.72 | 1 177 317.57 | 893 384.52 | 1 083 384.52 |
| **Annuités de la dette (intérêts)** (hors Regourd) | 186 418.29 | 163 761.79 | 138 682.53 | 110 905.01 | 90 245.28 | 70 573.96 | 154 801.02 |
| **Frais** (hors Regourd) | 2 900.00 | 1 800.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 3 800.00 | 0.00 |
| **Taux de charge de la dette** (hors Regourd) | 31.71 | 30.75 | 37.73 | 23.07 | 13.04 | 7.74 | 14.53 |
| **Capacité de désendettement** (hors Regourd) | 4.89 | 4.63 | 3.72 | 3.88 | 3.55 | 8.63 | 10.38 |

Profil dette incluant le projet Regourd :

Même si le Département prend en charge la dette pour la construction du Centre de Secours Principal et des bâtiments pour le Groupement technique et logistique, le capital restant dû réel est de 12.617.159,00€ fin 2023 pour atteindre les 18.359.048,00€ en 2027 avec un pic de 19.251.933,36€ en 2026.

| | CA 2021 | CA 2022 | CFU 2023 | CFU 2024 | CFUA 2025 | BPA 2026 | BPA 2027 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Encours de la dette** | | | | | | | |
| **Capital restant dû (avec Regourd)** | 12 126 981.61 | 13 737 257.89 | 12 617 159.17 | 19 021 635.45 | 17 094 817.88 | 19 251 933.36 | 18 359 048.84 |
| **Emprunts déclenchés durant l'année Regourd** | | 1 339 000.00 | 326 000.00 | 8 215 000.00 | 0.00 | 0.00 | 940 000.00 |
| **Annuités - Avec Regourd** | 1 917 678.55 | 1 708 078.47 | 1 603 315.40 | 2 037 311.33 | 2 165 835.27 | 1 853 559.34 | 2 112 454.84 |
| **Remboursement de la dette** | | | | | | | |
| **Annuité de la dette (capital)** (Regourd) | | 14 625.00 | 19 500.00 | 567 000.00 | 749 500.00 | 749 500.00 | 749 500.00 |
| **Annuités de la dette (intérêts)** (Regourd) | | 2 014.96 | 18 534.15 | 115 882.60 | 148 772.42 | 136 300.86 | 123 829.30 |
| **Remboursement / Frais** (Regourd) | | 11 778.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 940.00 |
| **Taux de charge de la dette** (avec Regourd) | 31.71 | 31.05 | 38.25 | 33.59 | 21.35 | 14.24 | 24.58 |
| **Capacité de désendettement** (avec Regourd) | 4.89 | 5.13 | 4.28 | 7.58 | 7.08 | 14.48 | 18.35 |

## ■ Objectifs d'évolution des dépenses de fonctionnement et du besoin de financement

A l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, il revient de présenter les objectifs concernant :

- l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;

| DRF BP 2025 en € | DRF BP 2026 en € | Evolution totale en € | Evolution en % |
|---|---|---|---|
| 15 025 089.92 | 15 435 009.00 | 409 919.08 | 2.73 |

- l'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.

*Avec Projet Regourd*

| Nouvel emprunt BP 2026 en € | Remboursement en capital en € | Besoin de financement total en € |
|---|---|---|
| 3 800 000.00 | 2 029 885.00 | -1 770 115.00 |

*Sans Projet Regourd*

| Nouvel emprunt BP 2026 en € | Remboursement en capital en € | Besoin de financement total en € |
|---|---|---|
| 3 800 000.00 | 1 280 385.00 | -2 519 615.00 |

Le présent rapport ne requiert pas d'avis mais fait l'objet d'une délibération spécifique actant la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Envoyé en préfecture le 23/12/2025
Reçu en préfecture le 23/12/2025
Publié le 23/12/2025
ID : 046-284600012-20251219-DC20251219_3-DE

**Le Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Lot**

**CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE**
**Cahors, le 19 décembre 2025**

**Pascal LEWICKI**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulouse, dans un délai de 2 mois à compter à compter de sa date de notification ou de publication.
Le tribunal administratif de Toulouse peut être saisi par courrier (68, rue Raymond IV - BP 7007 – 31068 TOULOUSE CEDEX 7) ou par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien : http://www.telerecours.fr